Manifestation pour l'enseignement supérieur et la recherche (*)
17 octobre 2014 à Montpellier, 13 h 00, place de la Comédie
(pique-nique sur la place à partir de midi)

De très nombreuses universités annoncent de sévères mesures pour faire face à l'insuffisance de leur budget : suppressions d'options, réductions d'horaires, augmentation des effectifs dans les groupes de TD, instauration de capacités d'accueil limitées, nouveaux gels d'emplois. A masse salariale constante, les organismes de recherche seront également obligés de supprimer des emplois. Ils devront, en outre, faire d'importants sacrifices dans leurs programmes de recherche et dans les soutiens de base aux laboratoires.

Ces gels et ces suppressions d'emplois ont des conséquences lourdes pour les étudiants en matière de dégradation des conditions d'études, alors que leurs conditions de vie ne cessent de se durcir, et que le salariat étudiant est clairement identifié comme une cause importante de l'échec universitaire. Pour les personnels, ce sont la précarité, la surcharge de travail et le mal être au travail (épuisement professionnel, harcèlement…).

Pourtant, les moyens existent, entre autres, en remettant en cause, le Crédit Impôt Recherche (de l'ordre de 6 milliards d'euros en 2014). En annonçant 45 millions d'euros d'augmentation sur une enveloppe de 26 milliards, soit + 0,17 %, le gouvernement ne prévoit ni de compenser l'augmentation mécanique des charges des établissements, ni de leur donner les moyens nécessaires au pourvoi des créations de postes annoncées, ni même au simple maintien des postes existants. L'enseignement supérieur et la recherche sont bien confrontés à l'austérité.

Dans ce contexte qui obère le présent et met en cause l'avenir, l'urgence est de réagir collectivement.

Plus de 300 directeurs de laboratoires se sont réunis le 24 septembre et ont lancé une lettre ouverte à François Hollande, qu'ils proposent à la signature de l'ensemble des directeurs d'unités de recherche des organismes et des universités.

Les premiers cortèges « Sciences en Marche » ont pris la route et, d'escales en escales, convergeront à Paris le vendredi 17 octobre.

Les organisations soussignées appellent tous les personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche à organiser l'information et la mobilisation dans tous les établissements, à participer à toutes les initiatives pour la défense de l'emploi et des budgets, et à contribuer au succès de Sciences en Marche.

Le 17 octobre 2014, elles appellent à une journée morte dans les laboratoires, les formations et les services, à participer à Paris à la manifestation, et partout en région à des assemblées

générales locales et des rassemblements.

Manifestation pour l'enseignement supérieur et la recherche (*)
17 octobre 2014 à Montpellier, 13 h 00, place de la Comédie
(pique-nique sur la place à partir de midi)

Pour obtenir

- Un plan pluriannuel ambitieux de créations d'emplois de titulaires d'enseignants-chercheurs, de chercheurs, d'ingénieurs et techniciens – avec la masse salariale correspondante ! -, pour résorber la précarité et répondre aux besoins en matière d'enseignement supérieur et de recherche.
- Une augmentation significative du financement de base par l'Etat pour les formations, les laboratoires et les services.
- L'amélioration des salaires et des conditions de travail**,**
- La reconnaissance de tous les diplômes, et notamment du doctorat dans les conventions collectives et dans les fonctions publiques.
- L'accès à l'enseignement supérieur et la réussite de tous les étudiants

Organisations signataires : SNESUP-FSU, SNCS-FSU, SNASUB-FSU, SNEP-FSU, SNETAP-FSU, SNTRS-CGT, Sup'Recherche-UNSA, Sud Recherche EPST, SNPTES, UNEF, Solidaires Etudiant-e-s, SLU.

(*) Un préavis de grève sera déposé par certaines organisations syndicales pour permettre aux personnels de se joindre à la manifestation